

CITOYENNETE, ETAT ET MONDIALISATION : UN REGARD A PARTIR DE L'ARGENTINE CONTEMPORAINE *

Maristella SVAMPA

(en P.Phelinas, V.Hernandez et all, *Travail, integration
monetaire et Mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2006)

Certains pourraient arguer qu'après plus d'une décennie d'hégémonie néolibérale, ces derniers temps, des airs de changement semblent traverser le continent latino-américain. Les protagonistes de ce nouveau temps idéologique, qui semble annoncer une transition, sont, d'un côté les nouveaux mouvements sociaux, dont beaucoup sont apparus dans le feu de la résistance aux modèles d'exclusion des années 1990 ; de l'autre, certains leaders gouvernementaux qui, au cours des dernières années, ont soutenu formellement un discours critique envers ces modèles. En Argentine, cette ouverture critique essaie de dépasser le fatalisme idéologique typique de la décennie antérieure, associé au triomphe des marchés et au « possibilisme » pseudo-progressiste de la fin du siècle dernier qui avaient conduit à la réaffirmation de la soumission de la politique à l'économie, constituant une sorte d'« horizon indépassable » de notre époque. Cependant, malgré le caractère stimulant de cette ouverture, la scène politique actuelle reflète une situation ambivalente,

* Traduit par Irène Brousse, et corrigé par Valeria Hernández et Pascale Phelinas.

qui se dérobe aux définitions et fait seulement allusion aux difficultés constatées : d'une part, les mouvements sociaux peinent à articuler et à rendre visibles les demandes exprimées pendant l'année 2002 d'une nouvelle « institutionnalité » ; d'autre part, cette ambivalence tient au fait que les nouveaux gouvernements ont tendance à sombrer rapidement dans un « manifeste d'intentions » réitéré : ils souffrent d'un déficit d'imagination politique et sont prisonniers de compromis politico-économiques imposés par la situation de dépendance. Ainsi, malgré une certaine évolution de la scène politique par rapport aux années 1990 (prolifération de nouvelles pratiques de résistance, diffusion de discours politiques critiques), le modèle néolibéral — et le régime de domination politique qui a accompagné son installation — continue à jouir d'une bonne santé.

Dans ce travail, nous avons l'intention d'examiner quelques tensions politiques propres à cette situation de transition dans l'Argentine contemporaine. La perspective politico-idéologique que nous adoptons ici est en relation avec une priorité et une situation. La priorité c'est la nécessité d'avancer dans l'élaboration d'un agenda politique post-néolibéral qui, sans éviter la complexité des phénomènes actuels, serait centré sur les demandes de citoyenneté, et la reformulation du rôle de l'État national. La situation c'est celle d'une société périphérique et dépendante, scénario de multiples conflits et cadre de (ré) production d'anciennes et de nouvelles inégalités économiques, culturelles et sociales.

Nous présenterons ce travail en deux mouvements successifs. À travers le premier, nous aborderons quelques problématiques qui conditionnent et limitent l'autorité de l'État national dans le double cadre de la mondialisation et de la nouvelle dépendance. À travers le deuxième, nous essaierons de rendre compte du processus de fragmentation de la citoyenneté de ces deux dernières décennies et, surtout, des nouvelles tensions et des nouveaux défis, de la dialectique que nous pouvons percevoir entre les exigences « d'en haut » et les demandes « d'en bas ». Ce deuxième mouvement nous permettra d'avancer sur la question — complexe et épineuse — de la participation citoyenne, pour conclure par une réflexion sur ce que nous entendons par « demandes d'une nouvelle institutionnalité ».

Mondialisation et État national

En général, la mondialisation peut être comprise en tant que « processus de dépassement des frontières politiques, sociales et économiques », supposant une transformation de l'État national, et

l'émergence de nouvelles formes de souveraineté, ainsi qu'une nouvelle organisation dans la relation entre l'économie et la politiqueⁱ. L'accès à un nouveau type sociétal, caractérisé par une forte tendance à la mondialisation des relations sociales, impliquait la rupture des cadres de régulation collective élaborés au cours de l'étape antérieure qui supposaient le rôle central de l'État, et une affirmation de la prédominance du marché en tant que mécanisme d'inclusion, en fonction des nouvelles exigences du capitalisme. Cela entraîna une modification importante dans les dispositifs d'inclusion et d'exclusion sociale, qui s'est traduite par l'augmentation des inégalités et les processus de dualisation et de fragmentation sociale. En même temps, ces processus ont comporté aussi un affaiblissement de l'État national en tant qu'agent régulateur des relations économiques et l'apparition de nouvelles frontières, voire de nouvelles formes de souveraineté, allant au-delà de la nation-État.

Les débats qui portent sur les conséquences de la mondialisation et leur portée par rapport à l'État national sont multiples et complexes. À partir d'une perspective critique, nous pouvons affirmer qu'il existe trois positions différentes. La première considère que la mondialisation implique des transformations importantes au niveau des États nationaux, qui perdent une partie de leur souveraineté sur les processus économiques et agissent comme des « modérateurs de la compétitivité nationale dans la concurrence globale plutôt que comme des États compétitifs nationauxⁱⁱ ». Ce nouvel ordre néolibéral présuppose plus spécifiquement la position dominante des États-Unis en tant que garant du libre-échange commercial, des capitaux et des réglementations légales et institutionnelles qui constituent ses piliers ; cette tendance s'affirme avec la fin du monde bipolaire, à partir du collapsus des socialismes réels, et s'aggrave avec les événements du 11 septembre 2001 et le début d'une croisade contre le « terrorisme internationalⁱⁱⁱ ». En conséquence, l'économie capitaliste mondialisée aurait besoin, sous sa forme néolibérale, d'un centre politique et militaire qui, même s'il ne peut se matérialiser dans la figure d'un « État mondial », adopte la forme d'une union complexe d'États sous l'égide des États-Unis.

Une deuxième ligne d'analyse affirme que l'actuel processus de recomposition du capitalisme implique une inévitable et irréversible érosion de l'État-nation, et l'apparition d'une souveraineté postnationale, sorte de réseau économique-politique dépourvu d'un siège défini du pouvoir, qui peut être appréhendé à travers la notion d'« empire ». Cette notion, qui remplace ainsi celle d'« impérialisme » mais aussi celle d'« État national », laisse entendre une totalité qui n'aurait ni centre ni limites et qui comprendrait l'ensemble de la vie et des relations

sociales^{iv}. En ce sens, l'empire n'aurait pas une assise nationale spécifique, sa base serait transnationale (des organismes multilatéraux, des entreprises multinationales). En consonance avec cela, les formes de résistance (et de contre-pouvoir) que celui-ci engendre auraient tendance aussi à se développer autant au niveau local que supranational.

Selon notre point de vue, la lecture de Hirsch et la perspective de Negri et Hardt sont toutes deux insuffisantes. La première, parce que, malgré le fait qu'elle souligne le rôle crucial de l'État-nation dans le cadre de la mondialisation, elle tend à le réduire à un point de vue économiciste, qui annule sa multidimensionnalité. En reprenant librement les mots de P. Ceri^v, nous pouvons affirmer que la mondialisation possède deux dimensions majeures : d'un côté, en tant que mondialisation horizontale, elle exerce un impact double et contradictoire car elle comporte un processus de marchandisation du social, tendant à une homogénéisation et une manipulation des diverses identités personnelles et collectives ; de l'autre, elle entraîne avec elle l'affirmation et la défense de la diversité culturelle et des identités locales.

Par ailleurs, la deuxième position présente deux problèmes. Dans une perspective théorique, cette vision souligne l'émergence d'une nouvelle dialectique entre le local et le global. Mais cette lecture simplifie le rôle de l'État-nation et le considère seulement dans la modalité qu'il adopte dans le processus de mondialisation, renonçant ainsi *a priori* à construire une théorie plus complexe des « médiations politiques^{vi} ». Du point de vue empirique, elle montre une tendance à homogénéiser les processus qui ont lieu au centre autant qu'à la périphérie, ce qui entre en collision spécialement avec l'expérience et le bon sens critique qui circule dans les pays de la périphérie, sur les conséquences des processus de mondialisation. Ainsi, il n'est pas nécessaire d'être un analyste perspicace pour observer que ces processus ont été plus corrosifs dans les États de la périphérie mondialisée que dans les pays du centre, hautement développés, où les dispositifs de contrôle public et les mécanismes de régulation sociale sont d'habitude plus solides, et les marges d'action politique des États nationaux eux-mêmes sont beaucoup plus larges. En conséquence, cette position refuse et se désintéresse de toute possibilité de développer des nouvelles formes de régulation de l'État tendant à limiter le pouvoir impérial, en les considérant *a priori* comme un retour vers le passé, une sorte de réponse réactive ou de repli nostalgique.

Il existe en fait une troisième ligne d'interprétation pour laquelle les transformations actuelles, loin de signifier la disparition ou l'extinction de l'État dans la recherche d'une « société mondiale », conduisent, à la fois, vers un changement de sa signification et vers un phénomène de

fragmentation de sa souveraineté. Ainsi, la formation de nouvelles frontières (blocs économiques et unités politiques) qui concentrent l'activité des nations développées, rend compte de nouveaux processus de régionalisation et de fragmentation de l'économie mondiale, en même temps qu'elles montrent les croissantes asymétries entre les nations du Nord et du Sud. Par ailleurs, cette vision tend à mettre l'accent sur les limites de la mondialisation, tout en soulignant le caractère complexe et contradictoire émergeant de ces processus^{vii}. Ainsi, à la différence des deux premières lectures, qui insistent sur le caractère néolibéral des processus de mondialisation, cette dernière vision considère que la forme néolibérale apparaît effectivement comme dominante, mais qu'elle n'est pas nécessairement hégémonique, étant donné les difficultés qu'elle rencontre pour parvenir à concilier le développement du binôme mondialisation-régionalisation avec ses répercussions (destructives et déstructurantes) à l'échelle nationale. Par conséquent, c'est une vision qui, sans laisser de côté la tendance globale du capitalisme depuis ses origines, signale le changement qualitatif qu'implique la nouvelle dialectique à l'échelle locale, nationale ou mondiale, en même temps qu'elle rejette toute naturalisation de la situation actuelle, fondée sur le caractère irrésistible et irréversible d'une forme déterminée de mondialisation. Plus encore, comme l'affirme Altvater : « les tendances vers l'annulation des frontières aboutissent à leur tour sur un grand nombre de limites^{viii}. » En d'autres mots, si les tendances à la mondialisation désagrègent les bases des solidarités préexistantes et sapent la démocratie, pour la rendre fonctionnelle à la légitimation des nouvelles formes d'exclusion, il n'en est pas moins vrai qu'elles sont à l'origine aussi de nouvelles formes de mobilisation et de résistance interpellant l'État national, qui essayent d'étendre et de redéfinir ses limites à la recherche d'un nouveau « contrat social » inclusif. En dernier lieu, comme certains processus développés dans le cadre des sociétés dépendantes et périphériques le montrent, la mondialisation, dans sa version néolibérale, a atteint des niveaux d'irrationalité tels qu'il devient nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, de la « dénaturiser » pour restituer au processus son véritable caractère social, c'est-à-dire, conflictuel et contradictoire.

Bref, au-delà de l'affaiblissement de sa souveraineté dans le cadre de la nouvelle dialectique entre le local et le global, l'État n'est pas une entité en voie de disparition : il demeure au contraire le résultat d'un « rapport social » entre les individus et, par conséquent, entre les groupes sociaux d'une société donnée. Loin d'être neutre et encore moins univoque, l'État national apparaît comme un terrain de conflits et de

disputes entre les différents acteurs sociaux et économiques, lesquels cherchent à l'interpeller quant à sa capacité de régulation, en fonction de différents modèles de société ou de définitions du politique.

Les transformations de l'État national périphérique

La lecture que nous avons privilégiée — parce que nous considérons que l'analyse de la dynamique du binôme mondialisation-régionalisation à partir de son inscription contradictoire dans la sphère nationale doit être nécessairement plus complexe — adopte une nouvelle signification à partir du moment où elle est confrontée avec la longue expérience latino-américaine de la dépendance. En ce sens, au moment de faire le point sur les nouveaux processus de globalisation économique, les interprétations ont tendance à mettre l'accent autant sur la continuité que sur la rupture, et, dans ce dernier cas, soit sur la référence à « la persistance de l'impérialisme », soit sur l'exacerbation de la dépendance, à la lumière des transformations du régime d'accumulation.

Rappelons, comme l'affirmaient déjà depuis des décennies les théoriciens latino-américains de la dépendance et de la marginalité, que les obstacles au développement font intrinsèquement partie du processus global du capitalisme et que, en tant que tels, sont le résultat de l'articulation asymétrique entre le centre et la périphérie. En ce sens, la dépendance a toujours impliqué la reconnaissance du fait que la réalité latino-américaine se joue sur deux scènes : la scène nationale et l'internationale. Ces deux scènes ont pris une autre dimension pendant les dernières décennies, en raison des nouvelles conditions de domination économique-financière. Plus précisément, dans les pays périphériques, la mondialisation a non seulement approfondi les processus de transnationalisation du pouvoir économique, mais elle a de plus contribué au démantèlement radical de l'État social, dans sa version « populiste-développementiste ». Ce dernier, malgré ses limitations structurelles et ses tergiversations politiques, apparaissait comme la forme la plus avancée pour mener à bien la tâche peu facile de produire une certaine cohésion sociale dans le contexte de sociétés hétérogènes et dépendantes. Par ailleurs, ce processus s'est développé pendant la « décennie perdue » (crise de la dette, inflation élevée, paupérisation et, vers la fin, situations d'hyperinflation). En conséquence, l'entrée dans un nouvel ordre socio-économique a impliqué la conjonction des deux processus, incluant l'ouverture et la dérégulation de l'économie mais aussi une profonde réforme de l'appareil de l'État, qui, avec un discours modernisateur conduisait à l'exclusion d'un grand nombre de gens. Ce double

dynamique qui, dans une large mesure, a traversé l'ensemble des pays latino-américains, a abouti à l'institutionnalisation d'une nouvelle dépendance, dont le trait partagé serait l'exacerbation du pouvoir octroyé au capital financier, et l'influence croissante des organismes économiques multilatéraux (FMI, Banque mondiale). Dans ce nouveau cadre, l'économie est sortie de son enclavement, abandonnant brusquement d'autres objectifs, dont la création d'emplois et la continuité d'un certain État social, l'un des axes du modèle d'accumulation précédent. Ainsi les nouveaux gouvernements ont imposé un schéma de croissance économique dissocié du bien-être de l'ensemble de la population ; en d'autres mots, un modèle de « société excluante^{ix} » impliquant le sacrifice et, encore une fois, l'exclusion de larges couches sociales, en faveur du profit et du salut d'un secteur minoritaire de la population.

Cependant, la modalité effective que ces réformes néolibérales (dites structurelles) ont adoptée dans chaque pays n'a pas été étrangère aux différents compromis politiques et au poids des différentes cultures institutionnelles^x. Ainsi, en Amérique latine, ces processus se sont appuyés sur la tradition hyperprésidentialiste existante, en la renforçant. Dans certains cas — l'Argentine —, la convergence entre une tradition hyperprésidentialiste et une vision populiste du leadership (marquée par la subordination des acteurs sociaux et politiques au leader) a produit l'accélération de la désarticulation du politique au social, en même temps que, confrontée à l'évidement de la souveraineté nationale, elle a assuré la construction d'une sorte de « nouvelle souveraineté présidentielle^{xi} », émergeant ainsi comme la clé de voûte du nouveau modèle de domination politique.

Dans cet état des lieux, loin de penser au caractère univoque de ces processus, même dans le contexte de la nouvelle dépendance, l'affirmation d'un nouvel ordre socio-économique doit être posée dans sa dimension contingente et conflictuelle, en tant que résultat de la convergence et de la radicalisation des facteurs signalés ci-dessus, c'est-à-dire entre les nouvelles pressions du capital provoquées par l'ouverture des marchés et le capital financier porté à son paroxysme, entre la crise de l'État populiste-développementiste et le choc hyperinflationniste, entre le poids de la tradition présidentialiste et l'efficacité de l'héritage populiste.

Dans le cadre du nouveau modèle, le processus de restructuration de l'État a été crucial. En réalité, avant de « s'éteindre » ou d'apparaître comme un phénomène résiduel, l'État a été reformulé et a réapparu sous de nouveaux habits. Le cas argentin semble ici paradigmatique. D'une part, tout au long des années 1990, la drastique reconfiguration des relations entre le public et le privé a eu pour résultat l'évidement des

capacités institutionnelles de l'État. D'autre part, la dynamique de consolidation d'une nouvelle matrice de l'État s'est appuyée sur trois dimensions majeures : le « patrimonialisme », le développement des réseaux d'assistance et le renforcement du système de répression institutionnel.

En effet, en premier lieu, nous avons assisté à l'émergence d'un État « patrimonialiste », c'est-à-dire un État au service de la logique du nouveau modèle d'accumulation de capital, dont l'obligation serait d'impulser le développement de la dynamique des privatisations, en favorisant la constitution de marchés monopolistiques, protégés par l'État lui-même. Ainsi, l'un des épisodes clés de la période — à savoir la rapide conformation d'un nouveau réseau économique, sorte de « communauté d'affaires ^{xii} » entre des groupes économiques nationaux et des entreprises transnationales, associés pour l'acquisition des entreprises privatisées — a été rendu possible grâce à la corruption et à la cooptation de la classe politique locale, grâce aussi à la puissante imbrication préexistante entre l'équipe économique dirigeante et les groupes privés. En deuxième lieu, dans la mesure où les politiques en cours ont impliqué une redistribution importante du pouvoir social (en générant un vaste et hétérogène contingent de « nouveaux perdants »), l'État a été obligé de renforcer les stratégies d'endiguement de la pauvreté, au moyen d'une distribution — chaque fois plus massive — de programmes sociaux et d'assistance alimentaire aux populations affectées et mobilisées. En troisième et dernier lieu, l'État a entrepris de renforcer le système répressif institutionnel, en le ciblant sur le contrôle des populations pauvres, la répression et la criminalisation du conflit social. Face à la perte des possibilités d'intégration à la société et à la croissante augmentation des inégalités, l'État a donc choisi d'accroître considérablement son pouvoir de police sur certaines populations, évoluant ainsi progressivement vers une forme d'« État sécuritaire ».

Ce changement de matrice sociétale a été accompagné de grandes transformations du politique, engendrant un nouveau modèle de domination construit sur trois axes : une articulation déterminée entre le politique et l'économique, un style précis d'action politique et de nouvelles structures de gestion. Ainsi, le premier, et peut-être le plus remarquable des traits du « modèle argentin », a sans doute été l'étendue de la subordination du politique à l'économie du fait de la reconnaissance d'un « nouveau rapport de forces », exigeant un rapport privilégié avec les États-Unis. Pendant les premières années, cette soumission du politique à l'économie a renvoyé à une stratégie plus large : la légitimation de l'action politique, retranchée derrière la situation

d'urgence économique, s'efforçait de souligner le caractère inévitable des réformes. Mais cette stratégie cherchait aussi à dépolitiser les décisions, à leur retirer leur caractère contingent, produit de la conflictualité, en mettant l'accent sur le caractère univoque des réformes. En ce sens, l'establishment politique a essayé de considérer comme évidente l'identification entre ordre libéral et nouvelle dynamique de mondialisation, en naturalisant ainsi la nouvelle dépendance. En reprenant les mots d'Ulrich Beck^{xiii}, cette vision impliquait une confusion et une juxtaposition entre la « mondialisation », c'est-à-dire la reconnaissance de celle-ci en tant que « donnée » de la réalité, et le « mondialisme », à savoir une idéologie qui consiste à croire à la régulation automatique des marchés et à refuser toute intervention politique significative sur le terrain social.

En termes de conception politique, l'alliance entre mondialisation et néolibéralisme a eu deux conséquences importantes : d'un côté, elle a contribué fortement à rendre moins net le rôle du politique en tant que sphère de délibération et de participation, en tant qu'espace de discussion et de conflit, en fonction des différents modèles de société existants ; de l'autre, cette réduction du politique a renforcé la désarticulation entre le monde de la politique institutionnelle et les formes de politisation du social. Finalement, cet essai pour faufiler la politique dans le cadre du nouvel ordre économique a généré des tensions et des conflits dans la société, ouvrant la brèche à un double questionnement du modèle dominant. Ainsi, tandis que le premier phénomène — l'évacuation du politique comme sphère de délibération — est à l'origine d'un discours politique centré sur la demande de transparence et un appel au « bon fonctionnement » des institutions républicaines, le second — la politisation du social — a abouti à l'émergence de nouvelles pratiques politiques, centrées sur l'action collective non-institutionnelle. Les deux demandes interpellaient l'État, mais pas de la même façon. Alors que la première voulait éroder les bases de l'État « patrimonialiste » en vertu d'un discours moralisateur, centré sur la corruption de la classe politique et l'absence de séparation entre les pouvoirs, la seconde faisait de l'État le responsable de la situation d'exclusion subie par de vastes contingents d'Argentins, en véhiculant des demandes d'intégration sociale. Enfin, tandis que la première demande était canalisée par les nouveaux partis du centre gauche, dont l'expression la plus achevée, le parti Front pour un pays solidaire (FREPASO), a fini par être absorbée et détruite par la logique du système même qu'il critiquait (la subordination du politique à l'économie en tant qu'« horizon indépassable »), la seconde engendrait de nouvelles formes de participation qui ont abouti à un élargissement des

bases d'assistance de l'État et à une innovation des formes d'auto-organisation du social (notamment à travers les mouvements des chômeurs).

En réalité, l'importance de ces brèches apparaît plus clairement si nous focalisons l'analyse sur ces espaces de conflit ouverts par le processus d'atteinte aux droits et de fragmentation des formes de citoyenneté : en effet, ainsi redéfinis, les dispositifs et les limites de l'appartenance au collectif social, loin d'être linéaires ou unidimensionnels, ont produit une nouvelle dialectique du social, dont les tensions et contradictions tendent à interpeller les limites et les bases de l'État néolibéral.

Périphérie et formes de citoyenneté

Ce nouveau scénario de société, où le marché devient prédominant en tant que mécanisme d'inclusion sociale, a eu pour conséquence l'érosion du modèle de citoyenneté sociale associé à l'État-providence. Rappelons-nous que dans la version déjà classique de Marshall^{xiv}, le modèle de citoyenneté supposait une sorte de séquence historico-évolutive incluant les droits civils (liberté d'expression, de conviction, de religion, de propriété), les droits politiques (participer aux processus de prises de décisions activement ou passivement, directement ou par délégation) et, enfin, les droits sociaux (accès au bien-être économique, participation à la vie sociale et droit de vivre une vie de personne civile).

Dans le cadre du fordisme, la citoyenneté sociale est associée, essentiellement, au travail formel et, à la fois, garantie par les politiques universalistes ; l'intervention de l'État tend à « dé-marchandiser » une partie des relations sociales et à construire une « solidarité secondaire » par l'intermédiaire de dépenses publiques sociales, en faveur des secteurs défavorisés dans la confrontation capital-travail. L'État social a connu évidemment des formes variées : depuis les plus universalistes, celles de certains pays du Centre (État-providence), aux plus corporatistes, celles des régions périphériques. En Amérique latine, l'État populiste-distributionniste, version sans doute hybride et incomplète de l'État social, devait jouer le rôle de producteur de cohésion sociale, non seulement en tant que pourvoyeur de biens et de services mais aussi en tant qu'agent de redistribution des ressources sociales.

Dans cette direction, rappelons ici que, comme l'ont déjà signalé les travaux développés autour de la « marginalité » à la fin des années 1960 en Amérique latine, le processus de construction de la citoyenneté a rencontré dans les sociétés périphériques des limites structurelles. C'est-à-dire que les individus ou les groupes sociaux ont été obligés de

développer des « réseaux de survivance », étant donné le déficit des mécanismes d'intégration offerts par l'État ou par un marché moderne suffisamment étendu. De ce fait même, la ligne de division entre occupation et chômage n'apparaît pas de façon très nette^{xv} si l'on considère l'existence — endémique — de la précarité et des situations de travail informelles, liées aux réseaux de survivance. L'existence de différents niveaux et formes d'intégration et d'exclusion a été la marque d'origine des sociétés périphériques, ce qui explique — pour utiliser l'expression de J. Marques Pereyra — « l'institutionnalisation d'une citoyenneté à géométrie variable^{xvi} ». Par conséquent, la citoyenneté s'est développée de façon incomplète ; inachevée et toujours interrompue par les dictatures, elle se trouve à l'intersection d'un modèle populiste, qui a étendu (en termes politico-symboliques) l'horizon d'appartenance à la Nation, et d'une inclusion effective, concrète, dans des réseaux de survivance dont la base n'était pas composée exclusivement par les institutions étatiques.

Il est important de souligner que le cas argentin apparaît comme « hybride ». En effet, pendant des décennies, ce pays a été l'exemple le plus accompli de l'État populiste distributif, dans le cadre d'un modèle qui combinait des éléments universalistes (éducation, santé publique) et des composantes corporatistes, grâce à des compromis avec les groupes d'intérêt. Par ailleurs, le processus d'élargissement de la citoyenneté sociale, de même que dans les sociétés du centre, a été associé aux conquêtes syndicales et, en conséquence, subsumé dans les « droits des travailleurs » (inscrits en Argentine dans l'article 14 bis de la Constitution nationale). Ainsi, dans ce pays, le développement des « réseaux de survivance » a été plus tardif que dans d'autres sociétés latino-américaines. En réalité, dans un contexte de plein-emploi — et au-delà des asymétries régionales et de l'existence d'espaces de marginalité localisés ponctuellement — la prégnance du modèle populiste distributif a été tellement forte que pendant longtemps, l'Argentine se pensait à partir d'une certaine spécificité : elle se voyait plus proche des « sociétés salariales^{xvii} » du « Premier Monde » (taux de distribution de richesse et de syndicalisation identiques, croissance des classes moyennes) que des pays latino-américains, où la fracture sociale apparaissait comme une marque de naissance, laquelle pour certains cas se conjugait à la différence ethnique.

Cependant, en Argentine comme sous d'autres latitudes, l'histoire récente a montré que, contrairement aux croyances des décennies passées, la conquête des droits de la citoyenneté est loin d'être un processus évolutif et, encore moins, irréversible : en effet, malgré le développement

plus marqué de la société salariale, l'envergure du processus de dérégulation y a provoqué une forte dynamique de décollectivisation. Pour de nombreux individus et groupes sociaux, cela a signifié l'entrée dans la précarité et, plus encore, la perte des supports sociaux et matériels qui, pendant des décennies, avaient configuré leur identité sociale. Ainsi, la politique de flexibilisation du travail s'est tournée vers la « redéfinition des frontières du travail salarié ^{xviii} », en même temps qu'elle frappait fortement la capacité de représentation et de recrutement du mouvement syndical. En Argentine, ce cadre d'altération de la citoyenneté sociale a été aggravé par le comportement des grands syndicats rattachés à la CGT, dont l'adaptation pragmatique aux temps nouveaux a abouti au soutien du modèle néolibéral proposé par le péronisme triomphant en échange de la négociation de certains espaces de pouvoir. Enfin, ce processus a atteint non seulement la sphère socio-économique mais aussi la sphère politique (en termes de participation et d'accès aux décisions)

En dernier lieu, cela a touché particulièrement les couches populaires et a impulsé le développement de réseaux de survivance à l'intérieur du monde populaire appauvri, configurant un nouveau tissu social, caractérisé par l'expansion d'organisations territoriales. Ces nouveaux réseaux territoriaux constituent aujourd'hui le lieu du conflit, car ils apparaissent comme l'espace de contrôle et de domination néolibérale, à travers des politiques sociales compensatrices, en même temps qu'ils sont devenus le lieu de production de mouvements sociaux innovateurs, comme dans d'autres pays de l'Amérique Latine.

La fragmentation de la citoyenneté : modèles, processus et tensions

En général, la majeure partie du débat sur la citoyenneté aujourd'hui est centrée sur deux définitions majeures. En premier lieu, la citoyenneté désigne le statut conféré aux membres de plein droit d'une société et mentionne l'égalité en ce qui concerne les droits et obligations. En second lieu, la citoyenneté fait référence à un ensemble de (nouvelles) pratiques construisant un espace d'activités où les citoyens manifestent leur droit à participer. En d'autres termes, ce qui est en jeu (dans l'idée et/ou la pratique de citoyenneté) est autant la problématisation des frontières de l'appartenance au collectif social (ce qui, à l'heure actuelle, revient à explorer les différents modèles de société en discussion et les luttes des différents acteurs pour y être reconnus et inclus) que les conséquences du processus de fragmentation et d'individualisation des droits. En dernière instance, la citoyenneté se réfère à la valorisation des nouvelles formes de participation (ce qui revient à prendre en considération l'émergence de

nouvelles pratiques liées à la démocratie directe et participative). Dans cet alinéa nous réfléchissons sur la première problématique, en insistant sur le processus d'individualisation pratique des droits, pour, en fin d'article aborder rapidement le deuxième point du débat (nouvelles pratiques et formes de participation).

En premier lieu, la dynamique d'atteinte aux droits sociaux a eu pour corrélat, dans la pratique, une redéfinition des limites d'appartenance à la communauté, au sens le plus large du terme. Cela a provoqué une prolifération de luttes autour de la reconnaissance, doublement menacée par les processus actuels de mondialisation. Ainsi, dans les sociétés périphériques, une grande partie des actions collectives entreprises par les mouvements sociaux territoriaux et indigènes exprime une lutte pour étendre et reformuler la communauté sur les deux plans mentionnés par Nancy Fraser^{xix} : le plan culturel symbolique et le plan politico-économique. C'est le cas de divers mouvements en Bolivie (mouvement Pachacuti, mouvement Cocalero, ou autres organisations de coordination de l'eau et du gaz), au Mexique (mouvement zapatiste), ou au Brésil (mouvement des sans-terre), pour ne mentionner que quelques-uns parmi les milliers qui peuplent la superficie bigarrée de l'Amérique latine. De la même façon, les revendications des organisations de chômeurs (*piqueteros*) en Argentine peuvent être comprises en tant que superposition et juxtaposition de ces deux dimensions : d'un côté, la lutte a pour but d'obtenir la reconnaissance (qui renvoie tant à l'invisibilité des chômeurs que, plus récemment, à la stigmatisation sociale qu'ils subissent) ; de l'autre, elle dénonce la structure d'inégalités et de privations induite par l'actuel modèle d'accumulation, et déplace ainsi la question vers la (re) distribution des biens sociaux.

En second lieu, la sortie du modèle de régulation fordiste a provoqué une redéfinition du rôle de l'individu dans la société. Dans le nouveau scénario social, « le bien-être n'apparaît plus comme un droit, mais comme une opportunité^{xx} ». Ce n'est pas un hasard si une partie de la théorie sociale contemporaine fait référence à une nouvelle « dynamique d'individualisation », considérée comme l'autre face du processus de mondialisation (cf. Anthony Giddens, Ulrich Beck, entre autres auteurs). Autrement dit, la société contemporaine exige des individus qu'ils se prennent en charge eux-mêmes et, qu'indépendamment de leurs ressources matérielles et symboliques, ils développent les supports et les compétences nécessaires pour garantir leur accès aux biens sociaux : à des mesures et des degrés différents, cette exigence d'individualisation traverse les sociétés centrales comme les sociétés périphériques.

Cependant, parler d'autorégulation dans le contexte d'un État-providence (malgré la fragmentation de la citoyenneté sociale que connaissent nombre de sociétés européennes, remorquant à leur suite de forts déficits d'intégration), ce n'est pas la même chose que d'en parler dans le contexte de dérégulation vertigineux et radical expérimenté par les sociétés périphériques, où la mise en place d'un nouvel ordre libéral a intensifié la marginalisation et aggravé la désintégration sociale préexistante, multipliant les inégalités et les modes de pauvreté.

En troisième lieu, dans la mesure où les frontières entre la sphère du public et du privé ont été redéfinies, le processus de dérégulation et d'individualisation a signifié non seulement le déclin et la fragmentation d'une citoyenneté incomplète mais a de plus favorisé l'expansion (et la légitimation) de certains modèles de citoyenneté restreinte, lesquels, loin de s'ancrer dans des définitions universalistes ou des aspirations égalitaires, ont eu tendance à établir de nouvelles conditions d'accès à des biens et des services sociaux de base, dans la logique du marché. En ce sens, la décennie 1990 a vu se développer trois cas de figure : le modèle « patrimonialiste », le modèle du citoyen consommateur et le modèle de l'assistance-participation.

Le modèle de citoyenneté patrimoniale est aussi ancien que consubstantiel au régime libéral. Ce qu'il a de singulier aujourd'hui c'est son expansion dans les couches supérieures et moyennes en ascension, engendrée par le processus de privatisation des biens de base (éducation, santé, sécurité). Il faut rappeler que ce modèle s'appuie sur deux axes fondamentaux : d'un côté, l'idée du citoyen propriétaire ; de l'autre, l'autorégulation (en tant que face inverse de la dérégulation), aujourd'hui basée sur l'exigence d'autonomie individuelle. En Argentine, l'exemple le plus emblématique est constitué par les urbanisations privées (*country clubs*, quartiers privés, méga projets de construction^{xxi}).

Le deuxième modèle, celui du citoyen consommateur, s'appuie sur l'intégration de l'individu en tant que consommateur et usager des biens et des services offerts par le marché. En Argentine, comme l'affirmait Lewkowicz^{xxii} il y a déjà quelque temps, le citoyen consommateur faisait partie de la base du nouveau contrat social, après l'hyperinflation de 1989. Son importance était si grande qu'il a trouvé place dans l'article 42 de la Constitution nationale (réformée en 1994), où ses droits sont détaillés et suivis de la liste des obligations de l'État. Il faut préciser cependant que ce nouveau paradigme s'appuie sur deux modèles empiriques différents et complémentaires : le « consommateur pur » et le « consommateur usager ». L'expérience argentine montre que ces deux modèles ne se présentent pas nécessairement de façon articulée. Par

exemple, le citoyen consommateur des années 1990 s'est appuyé exclusivement sur le modèle du consommateur pur (à des degrés et avec des intensités divers, bien entendu, en fonction des situations et des positions sociales), conçu comme le « ciment » de la nouvelle société. En effet, basé sur la revalorisation du succès individuel et l'acceptation de la logique du marché, ce modèle, intrinsèquement associé au régime de convertibilité de la monnaie argentine (qui fixait la parité entre le peso et le dollar), est devenu la clé de voûte du régime de Carlos Menem (1989-1999).

Or, l'efficacité symbolique du citoyen consommateur pur tenait moins de son exacerbation (ses traits hyperboliques ont été décrits *in extenso* par le journalisme d'investigation de l'époque) que de sa fonctionnalité, dans la mesure où il contribuait à estomper la matrice conflictuelle du social, en occultant et en dépolitisant les effets d'exclusion du régime économique en vigueur. En d'autres termes, même s'il était vrai que d'un côté, ce modèle ouvrait des espaces d'inclusion à travers la consommation (ce qui, évidemment, n'était pas du tout associé à l'exercice de droits conçus en termes universaux), il comportait d'un autre côté la destruction de postes de travail et, par conséquent, son succès ne pouvait être considéré ni à part, ni séparé de l'accroissement progressif des inégalités sociales.

Enfin, ce que le consommateur pur a eu de particulier c'est que, malgré les critiques, toutes les forces de l'establishment l'ont soutenu, non seulement le péronisme — conscient du fait que sa continuité dépendait de son alliance avec les couches supérieures et moyennes supérieures — mais aussi les autres courants politiques qui cherchaient à se présenter comme de nouvelles alternatives, tel l'Alianza (l'Alliance). Ces forces n'ont pas remis en question les bases fondamentales du régime socio-économique mais, au contraire, elles ont promu sa continuité jusqu'à son éclatement dans l'année 2001. Finalement, cet espace d'affinités électives, où le pragmatisme idéologique, la stratégie individuelle et l'indifférence sociale s'étaient confortablement installés, s'est fissuré et, après la dévaluation décrétée sous le gouvernement de transition d'Eduardo Duhalde (2001-2003), a subi une forte récession de ses revenus. En effet, la rupture du pacte social a mis en évidence la fragilité du régime socio-économique en même temps qu'elle a signalé l'activation d'une nouvelle dynamique de « gagnants » et de « perdants », à partir de la réduction de l'espace du citoyen consommateur. Ceux qui avaient des économies (les épargnants), ou ceux qui avaient contracté des dettes (qui avaient pu épargner ou avaient demandé un prêt) sont devenus

des acteurs importants des protestations développées à partir de l'année 2001 ; ils illustrent la catégorie des nouveaux « perdants ».

Cette première figure épuisée, il semblerait que c'est le modèle du consommateur usager qui tend à occuper le centre de la scène. Rappelons que, dans la première partie de l'article 42 de la nouvelle Constitution argentine, les droits du consommateur usager sont énoncés, tandis que dans la deuxième on stipule les contrôles que l'État doit instituer ou garantir pour l'exercice de ces droits. Cependant, malgré les déclarations, la forme adoptée par le processus de privatisations a limité sévèrement l'apparition du citoyen usager, car elle a comporté non seulement la destruction des capacités de l'État mais aussi la constitution de marchés monopolistiques, favorisés par la protection d'un État « patrimonialiste ». Or l'apparition de cette sorte de type idéal de consommateur usager suppose, avant tout, la reconstruction des capacités de l'État, détruites et simultanément reconverties au service de la logique du capital.

Ce consommateur usager, relégué au second plan pendant les années de frénésie de la consommation, condamné à l'état embryonnaire en tant qu'otage des marchés monopolistiques, trouve aujourd'hui ses porte-parole dans un conglomerat hétérogène d'organisations sociales (associations pour la défense du consommateur) qui, certainement, n'ont pas encore réussi à constituer un véritable espace autonome. Il est vrai qu'en termes concrets on pourrait objecter que l'action du citoyen usager a une portée limitée car, selon les mots de Gabriel Nardacchione, ce citoyen « tend à se développer sur une scène constituée préalablement par le producteur et à l'extérieur du terrain de la production et du conflit socio-économique^{xxiii} », ce dernier demeurant incontestable et disparaissant ainsi de la discussion. Il est vrai aussi que l'importance accordée au consommateur usager dans la nouvelle matrice sociale est directement proportionnelle à l'éclipse du modèle de citoyenneté sociale. Nonobstant, cela ne doit pas nous conduire à ignorer le potentiel de la figure du citoyen usager sur la nouvelle scène politique argentine et latino-américaine. Comme l'exemple de la Bolivie le montre bien, la continuité et la diffusion des luttes collectives — qui ont commencé en brandissant des revendications adressées à l'entreprise privatisée qui contrôlait l'eau à Cochabamba — peuvent ouvrir de nouveaux horizons, inclure d'autres thèmes et des revendications plus « universalisables ».

En somme, de nouvelles dynamiques peuvent naître, malgré la tendance à l'exclusion affichée par nos sociétés. Ainsi, étant donné les caractéristiques particulières revêtues par le processus de privatisations qu'a connu l'Argentine et par les effets qu'il a produits, il ne serait pas insensé de penser, surtout dans le contexte d'une société fortement

mobilisée, que les revendications du consommateur usager puissent franchir les limites structurelles à l'intérieur desquelles s'inscrit leur action pour, finalement, étendre leur plate-forme d'action et inclure d'autres revendications, plus vastes et universelles, de citoyenneté.

En dernier lieu, il nous faut évoquer le modèle de citoyenneté réservé et proposé normalement aux populations vulnérables par le modèle néolibéral, à savoir celui de la non-citoyenneté. La formule la plus habituelle pour réduire les effets de cette négation de la citoyenneté dans les sociétés périphériques a été l'application de programmes sociaux focalisés et appuyés sur l'auto-organisation communautaire, qui tendent à promouvoir une citoyenneté limitée, quasi impuissante, sous le regard vigilant de l'État et le contrôle continu des agences multilatérales de crédit.

En d'autres termes, la figure réservée aux exclus dans le nouvel ordre néolibéral est le « modèle d'assistance-participation », construit sur le triptyque suivant : politique focalisée, omniprésence de l'État et développement de réseaux communautaires. Ce n'est pas un hasard si le langage des organismes internationaux est traversé par cette exigence d'auto-organisation communautaire, étroitement connectée avec la notion de « capital social », l'un des noyaux idéologiques du modèle néolibéral. C'est ainsi que ces expressions paradigmatiques du monde communautaire latino-américain (les réseaux de survivance et l'économie informelle, par exemple) qui pendant des décennies avaient été perçues comme des obstacles à la modernisation, comme des sortes d'entraves héritées du passé, ont été réinterprétées en termes de « capital social ». Par suite, l'une des formules les plus appliquées par les organismes internationaux et leurs experts pour « combattre la pauvreté » consiste à impulser dans les secteurs les plus vulnérables le développement de réseaux communautaires locaux, avec l'objectif de générer de nouvelles formes de participation citoyenne et des stratégies de renforcement des capacités d'exercer des choix et de participer aux processus de prises de décisions qui affecteront leurs vies (*empowerment*).

Or, la question liée au potentiel réel des réseaux territoriaux et du travail communautaire reste encore ouverte et non dépourvue de complexité. Il est vrai que, selon les agences multilatérales et les organismes officiels, l'appel à ces formes de participation, basées sur l'auto-organisation collective, amène le développement d'une citoyenneté de « faible intensité » (pour utiliser librement une expression de G. O'Donnell) dont la fonctionnalité dans le nouveau schéma de domination ne peut être ignorée. Cependant, il est nécessaire d'introduire certaines nuances sur le caractère fonctionnel de l'auto-organisation

communautaire. En ce sens, il faut rappeler que, dans la réalité, rien n'est jamais linéaire, car si la demande d'auto-organisation collective est bien, d'un côté, un impératif impulsé « d'en haut », avec des objectifs clairs de contrôle social, il est vrai aussi qu'elle a été, et continue à être, le résultat des luttes « d'en bas » (c'est-à-dire une expression de la création et de la recomposition de nouveaux liens sociaux).

En ce qui concerne l'Argentine, la matrice territoriale émergente est beaucoup plus bigarrée et complexe que ne le pensaient les organismes internationaux, leurs experts et même le parti justicialiste. Un exemple en est l'apparition d'organisations de chômeurs (*piqueteros*) à partir de 1996-1997. En effet, dans le cadre d'une société d'exclusion, ces organisations sont parvenues à développer de nouvelles formes de participation, à travers l'auto-organisation territoriale et le développement de pratiques d'assemblées, ce qui a permis de reconstruire des identités sociales et des espaces locaux. En même temps, à travers les mobilisations et les revendications de programmes sociaux, les organisations de *piqueteros* ont interpellé l'État national en tant qu'agent responsable de la cohésion sociale et siège de la participation des citoyens. Plus encore, de la même façon que d'autres mouvements sociaux, comme par exemple les Sans-terre au Brésil, les organisations *piqueteras* ont adressé leurs revendications prioritairement à l'État (à ses différentes instances mais plus spécialement à l'État national) et n'ont pas développé un lien unique avec lui, mais plutôt une pluralité de liens, incluant et combinant la confrontation et la négociation, c'est-à-dire l'action collective non-institutionnelle (blocages routiers et mobilisations de rue) avec l'action institutionnelle (la demande de programmes sociaux et de financements pour des projets de production).

Enfin, il ne faut pas oublier que l'importance de ces modèles de citoyenneté restreinte est liée à l'éclipse et à la fragmentation de la citoyenneté sociale et à l'émergence d'une nouvelle matrice sociale, caractérisée par une dynamique de polarisation sociale. Cependant, loin de configurer une histoire linéaire ou dépourvue de conflits, où seules la domination seraient visibles, certains de ces modèles laissent voir — ou tendent à illustrer, selon les cas — un processus chargé de tensions et de contradictions, qui annonce l'apparition d'un nouveau tissu conflictuel (du moins potentiellement), en même temps qu'ils signalent l'importance de l'État national en tant qu'espace de discussion entre les différents acteurs sociaux et économiques.

Participation et revendications d'une nouvelle institutionnalité

Pendant les années 1990, en Argentine, la « naturalisation » du rapport entre néolibéralisme et mondialisation a contribué à rendre plus diffus le caractère politique des réformes structurelles. Ce processus a accompagné l'évidement institutionnel de la démocratie, en l'identifiant, sans plus, à la démocratie libérale et représentative, et à la consolidation d'un État appuyé sur le triple axe « patrimonialisme, assistance, matrice répressive ». Tel est le cadre général dans lequel s'est inscrite et (contre lequel) s'est développée une grande partie des conflits sociaux et politiques des années 1990.

Or, la crise généralisée de 2001-2002 a impliqué un déplacement important chargé de nouvelles et profondes significations politiques et sociales. En effet, l'explosion du modèle de convertibilité en décembre 2001 et les mobilisations qui s'ensuivirent, ont permis à de larges secteurs sociaux de comprendre, tout d'un coup, comme s'il s'agissait d'une révélation, que la brèche sociale qui s'était ouverte pendant les années 1990 était profondément illégitime. Au cours de l'année 2002, ce questionnement a entraîné une critique radicale de la mondialisation néolibérale dans sa version locale, en affermissant les bases de l'affinité qui s'était développée entre les couches moyennes mobilisées et les organisations de chômeurs, qui depuis des années travaillaient dans leurs quartiers pour la recomposition des liens sociaux. En ce sens, la crise a eu un effet de dénaturalisation important, qui a abouti à une double demande. D'un côté, cette demande a revêtu un caractère destituant, supposant la suspension de tous les contrats (politique, économique et social) et s'est traduite emphatiquement dans le slogan « qu'ils s'en aillent, tous ». Ce slogan révélait la portée de la rupture qui s'était produite en termes de représentation et de conception de la politique et le déplacement vers de nouvelles formes de protagonisme, se tenant à distance du monde limité de la politique institutionnelle, ce monde décisionniste, autoréférentiel, profondément dépolitisant et subordonné aux intérêts économiques et financiers typiques des années 1990. D'un autre, la crise et les mobilisations qui s'ensuivirent ont comporté aussi des demandes institutantes, qui cherchaient à articuler l'organisation sociale avec l'exigence de fonder une nouvelle institutionnalité, à travers une démocratie participative et un État solidaire.

La crise de 2001, loin d'illustrer une conscience réfractaire aux changements survenus ces derniers temps, cherche à attirer notre attention sur le caractère radical de ces questions et la nécessité de les aborder au lieu de — comme c'est la tendance aujourd'hui — les vouer au silence ou les rendre invisibles. Il est vrai que les demandes de nouvelle

institutionnalité ont rencontré de nombreux obstacles et difficultés à l'intérieur des mouvements. En premier lieu, il faut rappeler qu'au moment de débattre les projets politico-sociaux, les acteurs sociaux et politiques mobilisés durant 2002 n'ont pas toujours coïncidé dans leurs définitions sur le lien politique ni sur l'étendue du questionnement du système de représentation. Ainsi, rapidement et dans le feu des débats, des noyaux de tension se sont cristallisés ; leur développement conflictuel a entraîné la crise et l'affaiblissement de ces nouveaux mouvements, surtout, des « assemblées de quartier » de la ville de Buenos Aires, qui apparaissaient comme étant les héritières légitimes des journées des 19 et 20 décembre 2001. En second lieu, l'appel à la solidarité et à la justice est apparu comme étant riche d'une nouvelle radicalité, en tant que conséquence inévitable du processus d'évidement politico-institutionnel vécu pendant les années 1990 : ce qui a fini par renforcer les tendances « destituant » de la nouvelle dynamique politique. En troisième lieu, il faut ajouter que la demande de récupération de l'État, provenant « d'en bas », autant que les aspirations à une démocratie participative, impliquaient une réforme politique qui était loin d'avoir été imaginée depuis l'espace institutionnel. Une partie de ces demandes a subi, plutôt, des tentatives de cooptation de la part du système institutionnel, pour finir par être l'objet d'une appropriation illégitime de la part des mêmes partis politiques — et de leurs dirigeants — responsables de cet évidement.

Cependant, la crise de 2001 et les grandes mobilisations qui s'ensuivirent ont ouvert une brèche profonde dans le modèle de domination, qui est loin de s'être refermée : elle subsiste derrière l'apparente normalité institutionnelle que le pays a retrouvée à partir de 2003. C'est pour cela qu'il est nécessaire, et en fonction de cet héritage, de définir un agenda post-néolibéral qui place au centre la question de réinventer l'État et la démocratie participative sur de nouvelles bases solidaires. En ce sens, au lieu de considérer que l'État dans sa triple forme actuelle (patrimonialiste, d'assistance et sécuritaire) est la cristallisation définitive des rapports sociaux, l'expérience de l'action collective souligne l'exigence de récupérer l'État dans sa dimension contradictoire, en tant qu'espace de discussion et de confrontation entre des acteurs sociaux différents, asymétriques en termes de ressources et de pouvoir.

Ce processus de réinvention des institutions n'implique pas un retour vers le passé, comme l'affirment ceux qui, conformément à leurs propres intérêts, proclament l'inéluctabilité des tendances à la mondialisation sous leur forme actuelle. Sans doute, les défis de l'État post-néolibéral sont plus complexes que ceux de l'État social de jadis, dans la mesure où la dérégulation étatique s'est accompagnée de la multiplication de nouveaux

espaces de régulation régionale et supranationale. Cependant, comme nous l'avons déjà dit au début de ce travail, pour comprendre le rôle de l'État-nation à l'époque contemporaine, il est nécessaire de dénaturiser les tendances actuelles de la mondialisation afin de récupérer les dimensions les plus contingentes et les plus conflictuelles de ces processus pour en signaler les limites. En ce sens, parler des limites de la mondialisation revient à rappeler qu'au-delà du caractère local, régional et global des processus, l'État national constitue encore l'espace où se déroule la participation démocratique des différents acteurs sociaux, surtout en ce qui concerne les demandes de citoyenneté.

NOTES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- i. Elmar ALTVATER, « El lugar y el tiempo de lo político bajo las condiciones de la globalización económica », *Zona Abierta 92/93* Madrid, España, , 2000, pages 7-61
- ii. J. HIRSCH, « Globalización y el futuro del estado nación », extrait d'un séminaire ; traduction espagnole de l'Institut Goethe, Buenos Aires, 2002.
- iii. *Ibidem*
- iv. Michael HARDT y Toni NEGRI, *Imperio* [...], Buenos Aires, Paidós, 2002.
- v. P. CERI, « Les transformations du mouvement global », p. 55-76, in Michel WIEVIORKA, *Un autre monde...*, Paris, Balland, 2002.
- vi. Daniel BENSALD, « Multitudes ventrilocuas », *Viento del Sur*, La fogata, 2004.
- vii. B. JESSOP, « Reflexiones sobre la (i) lógica globalización », *Zona Abierta 92/93*, Madrid, España, 2000, p. 95-127.
- viii. Elmar ALTVATER, *op. cit.*, p. 48.
- ix. Nous avons analysé les axes de ce modèle par rapport à l'Argentine : Maristella SVAMPA, *La sociedad excluyente. La Argentina bajo el signo del neoliberalismo*, Buenos Aires, Taurus, 2005.
- x. J. C. TORRE, *El proceso político de las reformas económicas en América Latina*, Buenos Aires, Paidós, 1998.
- xi. L'expression est de Gérard ALTHABE, « Détour par Buenos Aires », in Gérard ALTHABE et Monique SELIM, *Démarches ethnologiques au présent*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- xii. E. BASUALDO, *Sistema político y modelo de acumulación en la Argentina*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes — Flacso, 2001
- xiii. Ulrich BECK, *Qué es la globalización*, Buenos Aires, Paidós, 2000. Les mots utilisés par Beck sont « globalisation » et « globalisme ».
- xiv. Thomas Humphrey MARSHALL, « Ciudadanía y clase social » [1949], in Thomas Humphrey MARSHALL y Tom BOTTOMORE, *Ciudadanía y clase social* [1992], Madrid, Alianza, 1998.
- xv. M. MURMIS, « Cuestión social y Lazos sociales », Buenos Aires, ronéo, 2000.
- xvi. J. MARQUES PEREYRA, « La reducción de la intervención social del estado », in G. COUFFIGNAL, *Democracias posibles. El desafío latinoamericano*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1993, p. 227-246. L'expression se trouve p. 238.
- xvii. Robert CASTEL, *La metamorfosis de la cuestión social* [...], Buenos Aires, Paidós, 1996.

-
- xviii. H. PALOMINO, « Los cambios en el mundo del trabajo y los dilemas sindicales, 1975-2003 », Buenos Aires, 2005, ronéo.
- xix. Nancy FRASER, « Pensando de nuevo la esfera pública », in Nancy FRASER, *Iustitia Interrupta. Reflexiones críticas desde la posición « postsocialista »*, Bogotá, Universidad de los Andes/Siglo del Hombre Editores, 1997, p. 95-133.
- xx. L. ALONSO, « Ciudadanía, sociedad del trabajo y estado de Bienestar : los derechos sociales en la era de la fragmentación », in M. PÉREZ LEDESMA (ed.), *Ciudadanía y democracia*, Madrid, Ed. Pablo Iglesias, 2000, p. 176.
- xxi. Maristella SVAMPA, *La brecha urbana*, Buenos Aires, Claves para todos, 2004.
- xxii. Ignacio LEWCOWICZ, *Pensar sin estado*, Buenos Aires, Paidós, 2004. (Même si le texte a été publié en 2004, l'article auquel nous faisons allusion date de 1994).
- xxiii. G. NARDACCHIONE, « La influencia de las nociones de servicio y vecino para la redefinición de las organizaciones sociales en su relación con el estado municipal », in Oscar OSZLACK (ed.), *Estado y sociedad. Las nuevas reglas de juego*, vol. 2, Buenos Aires, Eudeba, 2000.